

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.) commun à l'ensemble des lots

Le pouvoir adjudicateur :

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE (CNAM)

Accord-cadre de « Fourniture de photoscreener et mallette d'équipements visuels pour la réalisation de dépistage scolaire »

Lot 1 « Fourniture de photoscreener pour la réalisation de dépistage scolaire »

Lot 2 « Fourniture de mallette d'équipements visuels pour la réalisation de dépistage scolaire »

Sommaire

Table des matières

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE-	4
1.1Description de l'accord-cadre	4
1.2Allotissement, lieux d'exécution des prestations	5
Article 2. PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	5
Article 3. PIECES CONSTITUTIVES DU ACCORD-CADRE	5
Article 4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	6
4.1. Durée de l'accord-cadre	6
4.2. Durée d'exécution des bons de commande	6
4.3. Point de départ des prestations	6
Article 5. CONTENU DES PRESTATIONS	6
Article 6. MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE	6
6.1. Emission des bons de commande	6
6.2. Modification des bons de commande	7
6.3. Arrêt d'exécution des bons de commande	7
6.4. Calendrier de réalisation des prestations	8
6.5. Non-exécution du bon de commande	8
Article 7. RECEPTION DES PRESTATIONS	8
7.1Réception	8
7.2Réfaction	9
Article 8. PRIX	9
8.1Forme des prix	9
8.2 Contenu des prix	9
Article 9. PENALITES	9
9.1Dispositions générales	9
9.2Pénalités pour retard d'exécution	10
9.3Application des pénalités pour travail dissimulé	10
9.4 Autres pénalités avec mise en demeure	10
9.5 Cumul des pénalités	10
9.6 Modalités d'application des pénalités	10
Article 10. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	11
10.1Modalités de transmission des factures	11
10.2Modalités de règlement	12

10.3 Modalités de paiement	12
Article 11. PERSONNEL DU TITULAIRE	12
11.1Compétence	12
11.2Absence prolongée, départ du personnel et remplacement	13
11.3Récusation du personnel	13
11.4Statut du personnel du Titulaire.....	13
Article 12. CONFIDENTIALITE	14
12.1Obligation de confidentialité	14
12.2Obligation de conseil et d'information	16
Article 13. SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE	16
13.1Sous-traitance.....	16
13.2Cession de l'accord-cadre.....	16
Article 14. CONFLIT D'INTERETS	17
Article 15. ENGAGEMENTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU TITULAIRE	17
15.1Protection de l'environnement	17
15.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail.....	17
Article 16. RESPONSABILITE CIVILE - ASSURANCE	18
16.1Réparation des dommages	18
16.2Assurance.....	18
Article 17. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	18
Article 18. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	20
18.1Résiliation sans faute du Titulaire.....	20
18.2 Résiliation pour faute du Titulaire	20
18.3Conséquences de la résiliation.....	20
Article 19. REGULARITE FISCALE ET SOCIALE.....	20
Article 20. LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION	21
Article 21. DEROGATIONS AU CCAG FCS	21

Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE-

1.1 Description de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de photoscreeners (lot 1) et de malles d'équipements visuels (lot 2) pour réaliser les dépistages scolaires.

Le détail des prestations figure au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) de l'accord-cadre.

La liste non exhaustive des caisses concernées, est la suivante. Le périmètre des organismes bénéficiaires est susceptible d'évoluer par l'intégration d'autres organismes bénéficiaires.

CPAM des Hautes-Alpes,
CPAM du Jura,
CPAM de la Haute Saône,
CPAM de Belfort,
CPAM de l'Yonne,
CPAM de la Côte d'Or,
CPAM des Landes,
CPAM du Lot et Garonne,
CPAM des Pyrénées Atlantique (Pau/Bayonne),
CPAM de la Haute-Vienne,
CPAM de la Vienne,
CPAM de la Seine et Marne,
CPAM du Val d'Oise,
CPAM du Pas de calais (Côte d'opale, Artois),
CPAM de l'Aisne,
CPAM de la Somme,
CPAM du Gard,
CPAM de l'Aude,
CPAM de la Lozère,
CPAM de l'Ariège,
CPAM de l'Aveyron,
CPAM du Gers,
CPAM des Vosges,
CPAM de l'Aube,
CPAM de la Sarthe,
CPAM du Maine et Loire,
CPAM de Bordeaux,
CPAM du Calvados,
CPAM du Cantal,
CPAM de la Charente,
CPAM de Charente maritime,
CPAM de la Corrèze,
CPAM du Doubs,
CPAM de l'Indre,
CPAM de l'Hérault,
CPAM de la Loire,
CPAM de la Haute-Loire,
CPAM de la Loire atlantique,
CPAM de la Manche,
CPAM de la Marne,
CPAM de la Meurthe et Moselle,
CPAM du Morbihan,
CPAM du Nord (Lille, Flandres, Roubaix, Hainaut),
CPAM du Puy de dôme,
CPAM des Hautes-Pyrénées,
CPAM des Pyrénées-Orientales,
CPAM du Haut-Rhin,
CPAM du Rhône,
CPAM de la Savoie,
CPAM des Alpes Maritimes,
CPAM des Yvelines,
CPAM du Tarn,
CPAM du Var,
CPAM du Vaucluse,

CPAM de l'Essonne,
 La CGSS de Guadeloupe,
 La CGSS de Martinique,
 La CGSS de La Réunion,
 CPAM de l'Allier,
 CPAM du Cher,
 CPAM du Bouches du Rhône,
 CPAM de l'Eure et Loir,
 CPAM de la Côte d'Armor,
 CPAM de la Haute-Garonne,
 CPAM de l'Ille et Vilaine,
 CPAM de la Nièvre,
 CPAM de l'Orne,
 CPAM du Bas-Rhin,
 CPAM de la Vendée,
 CPAM des Hauts de seine,
 CPAM de la Seine st Denis.

S'agissant du réseau de l'Assurance Maladie, la Cnam est habilitée, en tant que Caisse Nationale, à passer pour son compte et celui d'organismes locaux des accords-cadres, et ce en application de l'article L. 224-12 du code de la Sécurité Sociale, modifié par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009.

1.2 Allotissement

En application des dispositions de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique, la présente consultation est allotie comme suit :

Lots		Prestations
1		Fourniture de photoscreener pour la réalisation de dépistage scolaire.
2		Fourniture de mallette d'équipements visuels pour la réalisation de dépistage scolaire.

Article 2. PROCEDURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est mono-attributaire à bons de commande au sens des dispositions des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code la commande publique. L'accord-cadre ne comporte pas de montant minimum et comporte un montant maximum fixé à 489 000 € TTC, frais de livraison inclus.

Lots	Montant maximum
1	444 000 € TTC, frais de livraison inclus
2	45 000 € TTC, frais de livraison inclus

Le lot 1 portant sur la fourniture de photoscreener pédiatrique portable sera passé selon une procédure formalisée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Le lot n°2 est passé selon la procédure du marché sans publicité ni mise en concurrence préalables par application combinée des dispositions des articles R2123-1-2° et R 2122-8 du Code de la commande publique.

Article 3. PIECES CONSTITUTIVES DE L' ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG - FCS, les pièces constitutives du présent accord-cadre comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) accompagné de ses annexes pour chacun des lots:

- Annexe AE : Bordereaux de prix unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) commun aux deux lots ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) propre à chaque lot ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations de Fournitures Courantes et Services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 01/04/2021 ;
- Les bons de commandes émis par la CNAM ;
- L'offre technique du Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, le cas échéant, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Article 4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre court à compter de sa notification et prend fin à l'issue de la période de garantie contractuelle d'une durée de 12 mois.

Il pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article « *résiliation* » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.).

Sauf exceptions visées dans le C.C.A.P., les délais du présent accord-cadre sont calendaires.

4.2. Durée et délai d'exécution des bons de commande

Il est précisé que les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution des prestations à bons de commande seront précisés dans chaque bon de commande notifiés au Titulaire. A défaut, le point de départ du délai d'exécution est la date de notification du bon de commande considéré.

La computation des délais de l'accord-cadre s'applique conformément à l'article 3.2 du CCAG-FCS. Ainsi et sauf mention expresse contraire, lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai considéré.

4.3. Point de départ des prestations

Les bons de commande émis par la CNAM et notifiés au Titulaire précisent la date de démarrage des prestations et leur durée d'exécution.

Article 5. CONTENU DES PRESTATIONS

Les prestations attendues figurent au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Article 6. MODALITES DE PASSATION DES BONS DE COMMANDE

6.1. Emission des bons de commande

Les unités d'œuvre issues du bordereau de prix unitaire (annexe financière de l'acte d'engagement) font l'objet de bons de commande établis par la CNAM à la survenance du besoin. Il est signé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Chaque bon de commande doit être notifié au Titulaire dix (10) jours minimum avant tout commencement d'exécution des prestations pour permettre au Titulaire de mobiliser les ressources nécessaires. Passé ce délai, le Titulaire doit être en mesure de débiter l'exécution des prestations.

Les bons de commandes, datés et numérotés, sont établis par la CNAM au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Adressé au Titulaire, chaque bon de commande mentionne :

- La référence de l'accord-cadre ;

- La date et le numéro du bon de commande ;
- L'objet de la commande ;
- Le type de mission ;
- La date de démarrage de la (des) prestation(s) et le délai de réalisation de la (des) prestation(s) ;
- Le ou les lieux d'exécution de la prestation ;
- Le prix HT de la (des) prestation(s) ;
- Le montant HT, le montant de la TVA et son taux, le montant TTC de la commande.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter la prestation, sauf cas de force majeure. Il est précisé que le manque de personnel disponible ne peut en aucun cas constituer un motif valable de refus d'exécution du bon de commande.

En cas de refus d'exécution d'un bon de commande non valablement motivé, le présent accord-cadre peut-être résilié aux torts exclusifs du Titulaire dans les conditions fixées au présent C.C.A.P.

6.2. Modification des bons de commande

La CNAM se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation. Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues et la CNAM adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(s) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

6.3. Arrêt d'exécution des bons de commande

La CNAM peut arrêter l'exécution des prestations commandées. Cette décision est notifiée au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception sans que cette décision nécessite de justification.

En cas d'arrêt en cours d'exécution, les parties déterminent conjointement, en fonction du taux d'avancement des prestations commandées, les sommes dues au Titulaire. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité supplémentaire.

6.4. Calendrier de réalisation des prestations

Le calendrier de réalisation des prestations est indiqué dans chaque bon de commande adressé au Titulaire par la CNAM. Il est impératif et conditionne la réception des prestations.

Toute modification relative aux dates ou aux délais ne peut intervenir qu'avec l'accord écrit de la CNAM. En cas de non-respect dudit calendrier, le Titulaire encourt des pénalités de retard conformément au présent C.C.A.P.

6.5. Non-exécution du bon de commande

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

En cas de dépassement de ce délai, l'exécution du bon de commande est réputée comme étant acceptée, et toute absence d'exécution, hors cas de force majeure indépendant de la volonté du Titulaire, peut entraîner de ce fait la résiliation de plein droit du présent accord-cadre par la CNAM aux torts du Titulaire et aux conditions prévues au présent C.C.A.P.

Article 7. RECEPTION DES PRESTATIONS

7.1 Réception

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-FCS, suite à la réalisation des prestations par le Titulaire, la CNAM peut décider dans un délai maximum de 15 jours, soit :

- D'accepter les prestations réalisées par le Titulaire.

Dans cette hypothèse, un procès-verbal de réception (service fait) est établi, pour chaque bon de commande, signé uniquement par la CNAM.

NB : La réception des prestations par la CNAM signifie leur acceptation après vérification.

- De rejeter totalement ou partiellement les prestations réalisées par le Titulaire.

Dans le cas d'un rejet total, la décision de la CNAM est motivée et un procès-verbal de rejet est établi, procès-verbal signé uniquement par la CNAM. Ce procès-verbal d'ajournement doit fixer le délai pendant lequel le Titulaire doit représenter son travail. Le Titulaire procède aux modifications ou compléments demandés par la CNAM.

Aucun paiement supplémentaire ne pourra être demandé à la CNAM par le Titulaire.

Dans le cas d'un rejet partiel, la décision de la CNAM est motivée et un procès-verbal d'ajournement est établi.

Le Titulaire dispose alors d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la décision de rejet partiel pour représenter son travail.

Les modifications ou compléments apportés par le Titulaire à la suite de la demande de la CNAM ne font l'objet d'aucune facturation.

7.2 Réfaction

Lorsque la CNAM estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce la réception avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée et ne peut être notifiée au Titulaire qu'après qu'il ait été mis à même de présenter ses observations.

Si le Titulaire ne présente pas ses observations dans les trois jours ouvrés suivant la décision de réception avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le Titulaire formule des observations dans ce délai, la CNAM dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification, la CNAM est réputée avoir accepté les observations du Titulaire.

Article 8. PRIX

8.1 Forme des prix

Les prix unitaires sont définis au titre de l'accord-cadre et renseignés par le Titulaire dans l'annexe financière. Les prestations objet de l'accord-cadre seront réglées par application des prix indiqués dans le bordereau de prix.

Le taux de TVA en vigueur est celui à la date du fait générateur. Ils sont fermes et non révisables. Les prix concernant la fourniture des équipements ainsi que les frais de livraisons en France métropolitaine incluant les frais afférents aux prestations réalisées. Pour les prestations en DROM, il est rappelé qu'en application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS les prix unitaires TTC de l'ensemble des prestations à destination des départements et collectivités d'Outre-Mer incluent le prix unitaire HT de la prestation et l'ensemble des frais de transport ainsi que toutes les charges y afférant (octroi de mer ; frais de douane, assurances). Il s'agit donc de prix DDP « Delivery Duty Paid » dans laquelle le vendeur assume tous les frais y compris le dédouanement jusqu'à l'adresse convenue.

8.2 Contenu des prix

Les prix sont établis en euros, aux conditions économiques du mois précédent celui de la remise des offres. Ils sont majorés de la TVA au taux en vigueur.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses de main d'œuvre, y compris les heures d'encadrement, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Le Titulaire ne peut arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions du C.C.T.P. pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies, survenant au cours de l'accord-cadre et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure, seront réputées être comprises dans l'économie du accord- cadre.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie de l'accord-cadre, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Article 9. PENALITES

9.1 Dispositions générales

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont forfaitaires.

9.2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de retard constaté dans la date de livraison des livrables prévus au CCTP, ou précisée au sein de chaque bon de commande, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50 € par jour ouvré de retard, chaque jour entamé étant considéré comme entier.

Par dérogation à l'article 15 du CCAG-FCS, l'avance sur le délai limite d'achèvement des prestations ne donne droit au versement d'aucune prime pour réalisation anticipée des prestations.

En cas de retard dans l'exécution des prestations, et sur demande écrite du Titulaire, la date de livraison des livrables pourra être prolongée sous réserve des stipulations décrites à l'article 13.3 du CCAG — FCS et après accord express de la CNAM. Passé cette nouvelle date, il sera fait application des pénalités de retard prévues supra.

9.3 Application des pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par la Cnam au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

9.4 Autres pénalités avec mise en demeure

Dans le cas où la CNAM serait informée que le Titulaire de l'accord-cadre a eu recours à un sous-traitant sans avoir fait l'objet d'un accord préalable écrit de la CNAM, le Titulaire a 21 jours calendaires pour apporter la preuve de la régularisation de sa situation.

Au-delà de ces 21 jours, une pénalité de 1000 € sera appliquée sur la facturation, avec possibilité de résiliation de l'accord-cadre en cas de non régularisation.

9.5 Cumul des pénalités

Les pénalités ci avant définies sont cumulables. Le montant cumulé ne saurait excéder 15% du montant H.T du bon de commande concerné.

9.6 Modalités d'application des pénalités

L'application de pénalités peut être effectuée sans mise en demeure préalable. Le cas échéant celle-ci peut être notifiée au Titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à la décision, et ce

Le décompte des pénalités est notifié au Titulaire qui peut présenter ses observations dans un délai de quinze (15 jours) calendaires à compter de la notification du décompte de pénalités.

Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Les pénalités dont le Titulaire pourrait être redevable sont réglées par compensation, au moyen de retenues sur les paiements dus.

Article 10. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

10.1 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions des articles L. 2192-1 et suivants, D. 2192-1 et suivants, R. 2192-3 et suivants du Code de la commande publique, le Titulaire, transmet ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après s'impose également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le Titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ou encore toute transmission sur support papier, ne sera pas acceptée. Par suite, en cas de réception d'une facture non adressée via Chorus Pro, La Cnam informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer. En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, la CNAM informera le Titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le Titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNAM en tant que destinataire de la facture : 18003502402369
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE

A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché/accord-cadre ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter:

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- [mailto:](#) l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Mentions devant figurer sur les factures

Les factures devront comporter *a minima*, en application de l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique, les indications suivantes, conformes à l'accord-cadre :

- Nom et adresse du Titulaire ;
- Le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- Nom et adresse du destinataire ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du présent accord-cadre ;
- Le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- La date d'émission de la facture ;
- Prestations effectuées ;

- Le prix unitaire H.T ;
- Le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

10.2 Modalités de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique. Les prestations sont payables sur présentation de la facture.

La CNAM se libère des sommes dues en exécution du présent accord-cadre en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, ou à tout autre compte communiqué, par courrier, par le Titulaire. Cette modification ne donne pas lieu à la rédaction d'un avenant.

L'Agent Comptable de la CNAM règle les sommes dues en exécution du présent accord-cadre dans un délai de 30 jours, à compter de la réception de la facture, après réalisation par le Titulaire et réception par la CNAM des prestations dans les conditions prévues à l'article correspondant du présent accord-cadre.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CNAM en application du présent accord-cadre donne lieu de plein droit, et sans autre formalité, au profit du Titulaire :

Au versement des intérêts moratoires au profit du Titulaire :

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

- Au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

10.3 Modalités de paiement

Chaque bon de commande donne lieu à l'établissement d'une facture payable une fois la prestation réalisée et après notification du procès-verbal de réception (service fait) des prestations au Titulaire par la CNAM. En dehors des mentions ci-dessus, aucun autre frais ne saurait être facturé à la CNAM.

Sauf renoncement exprès du Titulaire porté à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, le Titulaire peut prétendre au versement d'une avance conformément aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique. Le montant de l'avance versée au Titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

Article 11. PERSONNEL DU TITULAIRE

11.1 Compétence

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations objets de l'accord-cadre par des intervenants de compétence et de qualification adaptées aux besoins de la CNAM, et à maintenir ce niveau tout au long de l'exécution des prestations, même en cas d'absence ou de départ du personnel dédié.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience. En conséquence, le Titulaire s'engage notamment à :

- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences de son équipe, ainsi que son homogénéité, sa disponibilité, sa réactivité, et sa composition ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de son équipe en cas de difficultés.

11.2 Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

En cas d'absence ou de départ du personnel affecté à l'exécution des prestations, et ce pour des raisons de force majeure, le Titulaire doit impérativement, sans délai, en aviser la personne responsable de l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétences équivalents dans les dix (10) jours ouvrés suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Ce remplaçant devra être opérationnel rapidement et avoir été formé aux aspects techniques et fonctionnels.

11.3 Récusation du personnel

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, la CNAM se réserve le droit de demander la récusation des personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution des prestations. La CNAM doit alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles elle souhaite récuser les personnels du Titulaire.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées au 2 du présent article.

A défaut de proposition de remplaçant par le Titulaire, ou en cas de récusation des remplaçants par la CNAM, l'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues à cet effet par le présent accord-cadre.

11.4 Statut du personnel du Titulaire

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...). Le personnel du Titulaire demeure sous sa responsabilité juridique, son autorité hiérarchique et son contrôle.

A ce titre, pendant toute la durée de l'accord-cadre, le Titulaire fait son affaire personnelle :

- Des problèmes d'horaires et d'effectifs, pour l'observation de la législation du travail relatifs notamment à la durée du travail, aux repos hebdomadaires et complémentaires et aux congés annuels ou autres ;
- Des accidents de trajet ou du travail qui pourraient survenir du fait ou à l'occasion du présent accord-cadre ainsi que du règlement de toutes cotisations sociales exigibles afférentes à son personnel.

Cette règle s'applique également aux éventuels sous-traitants.

Article 12. CONFIDENTIALITE

12.1 Obligation de confidentialité

12.1.1 Définition

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG-FCS, le terme « information confidentielle » recouvre toute information, de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme (écrite ou orale), quel que soit son support (matériel ou dématérialisé), dont le Titulaire aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Ces informations confidentielles sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

12.1.2 Propriété

Ces informations confidentielles restent la propriété de la CNAM. Il en résulte que leur communication ne saurait être interprétée comme accordant un quelconque droit de propriété, une quelconque licence d'exploitation, d'utilisation, brevet, marque, modèle ou une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la CNAM en faveur du Titulaire.

12.1.3 Obligations du Titulaire

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité de ces informations confidentielles et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

A cet effet, il s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, pour toutes les informations dont ils pourront avoir connaissance durant l'exécution de l'accord-cadre :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent accord-cadre ;
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent accord-cadre ;
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf à en demander l'autorisation expresse à la CNAM et dans les limites nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre ;
- Prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent accord-cadre ;
- Procéder à la destruction, en fin de l'accord-cadre, de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le Titulaire avise également ses éventuels sous-traitants de ce que ces obligations leur sont applicables et qu'il reste responsable du respect de celles-ci.

12.1.4 Responsabilité – dommages et intérêts en cas de non-respect de la clause

La CNAM se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect par le Titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CNAM se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans indemnité en faveur du Titulaire, au jour de la réception par ce dernier de la lettre recommandée avec accusé de réception portant résiliation et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Enfin il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

12.1.5 Limites de responsabilité

Le Titulaire ne sera pas responsable de la divulgation ou de l'utilisation d'une information confidentielle si celle-ci :

- Tombe ou est tombée dans le domaine public sans violation des présentes,
- Est connue du Titulaire au moment de la première divulgation, à condition qu'il puisse le prouver,

- A été reçue d'un tiers de manière licite sans violation de la présente clause.

Par ailleurs, si le Titulaire était obligé de communiquer une information confidentielle du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, il devra le notifier à la CNAM, et sur demande de cette dernière, le cas échéant, coopérer pleinement avec elle afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné.

A l'exception du cas de non-respect des dispositions présentes, aucune partie ne sera responsable des dommages résultant des divulgations imposées par injonction administrative ou judiciaire.

12.2 Obligation de conseil et d'information

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, et notamment d'information et de recommandation de la CNAM.

Le Titulaire de l'accord-cadre doit fournir à la CNAM l'ensemble des conseils, des mises en garde, et recommandations nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Si des conseils, des informations, et des recommandations sont formulés oralement à la CNAM, ils donnent obligatoirement lieu à la remise dans les meilleurs délais d'un document écrit de confirmation.

La CNAM est tenue de manière générale à une obligation de collaboration et à ce titre, met à la disposition du Titulaire les informations qui lui sont nécessaires dans le cadre de l'accord-cadre.

Article 13. SOUS-TRAITANCE ET CESSIION DE L'ACCORD-CADRE

13.1 Sous-traitance

Le Titulaire pourra sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la CNAM et de l'agrément par elle des conditions de paiement.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses éventuels sous- traitants l'ensemble des clauses du présent accord-cadre.

Les conditions d'acceptation des sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement constituent les obligations prévues par l'article 3 de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance, selon les règles prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

13.2 Cession de l'accord-cadre

Le Titulaire ne peut céder l'accord-cadre sans un accord préalablement écrit de la CNAM. La CNAM

se réserve le droit de refuser la cession dans les cas suivants :

- La cession est jugée irrégulière,
- Le cessionnaire ne dispose pas des garanties professionnelles ou financières suffisantes ou n'accepte pas les conditions de l'accord-cadre.

Néanmoins, la CNAM ne peut s'opposer à cette cession lorsqu'il est fait application de la loi n°85-98 du 25 janvier 1985 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises codifiée au sein du Code du Commerce (articles L.621-1 et suivants du code précité).

Article 14. CONFLIT D'INTERETS

Le Titulaire de l'accord-cadre prendra toutes mesures nécessaires pour prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective des prestations.

Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques, de liens ou toutes autres relations ou tous intérêts communs et notamment de neutralité par rapport à une action de conseil déjà menée sur le domaine concerné au niveau d'un marché précédent.

Tout conflit d'intérêts surgissant pendant l'exécution du présent accord-cadre doit être signalé sans délai et par écrit à la CNAM. En cas de conflit de cette nature, le Titulaire de l'accord-cadre prend immédiatement toute mesure nécessaire pour y mettre fin et en informe la CNAM.

Le Titulaire devra porter à la connaissance de la CNAM l'ensemble des liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors de la procédure de passation.

La CNAM se réserve le droit de vérifier que lesdites mesures sont appropriées et d'exiger, le cas échéant, que des mesures complémentaires soient prises dans le délai qu'elle prescrit.

Le Titulaire de l'accord-cadre s'assure que les membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction ne se trouvent pas dans une situation pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts. Il remplace immédiatement, et sans exiger de la CNAM une quelconque compensation, tout membre de son personnel qui serait exposé à une telle situation.

Le Titulaire s'abstient de tout contact de nature à compromettre son indépendance.

Le Titulaire répercute toutes les obligations pertinentes auprès des membres de son personnel et de ses organes d'administration et de direction, ainsi qu'auprès des tiers participant à l'exécution du présent accord-cadre.

Article 15. ENGAGEMENTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX DU TITULAIRE

15.1 Protection de l'environnement

Le Titulaire du présent accord-cadre veillera à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, tels que la limitation de la pollution liée au transport en privilégiant les transports en commun, et en adoptant une attitude éco responsable en limitant les impressions de documents à celles qui sont strictement nécessaires ; en réalisant toutes les impressions de documents en noir et blanc et bannir les impressions couleur, sauf en cas de nécessité pédagogique ; en imprimant les documents en recto verso ; en privilégiant au maximum les échanges électroniques ; en bannissant la distribution ou la mise à disposition d'objets promotionnels (sacoches, crayons, bloc-notes) n'ayant pas de vocation pédagogique.

15.2 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le Titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour respecter, les obligations prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où la main-d'œuvre est employée ; À respecter, et à mettre tout en œuvre pour respecter, les dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où la main-d'œuvre est employée, à savoir :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930),
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- La convention sur l'égalité de rémunération (C 100, 1951),
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C 111, 1958),
- La convention sur l'âge minimum (C 138, 1973),

- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C 182, 1999).

Article 16. RESPONSABILITE CIVILE - ASSURANCE

16.1 Réparation des dommages

Il est fait application de l'article 8 du CCAG - FCS.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens de la CNAM par le Titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du Titulaire. Le Titulaire garantit la CNAM contre les dommages ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

En cas de sinistre du fait du Titulaire, entraînant la destruction totale ou partielle de l'équipement de la CNAM dans le cadre du présent accord-cadre, le Titulaire devra remettre en état l'équipement sinistré, ou le remplacer en supportant intégralement la charge.

La responsabilité du Titulaire est notamment engagée lors :

- De la destruction de fichiers et d'informations de la CNAM ;
- De la divulgation de données personnelles en raison d'un manquement du titulaire à ses obligations relatives à la protection et à la conservation des données traitées ;
- De dommages aux biens ou aux personnes lors de ses interventions ;
- Du préjudice lié au non-respect des délais.

En cas de préjudice subi en exécution de l'accord-cadre, la CNAM est en droit d'obtenir réparation. La CNAM n'aura pas à apporter la preuve du préjudice. Le montant des dommages et intérêts sera fixé par un expert désigné par la CNAM et accepté par le Titulaire ou soumis à l'appréciation souveraine des tribunaux.

16.2 Assurance

Il est fait application de l'article 9 du CCAG - FCS

Le Titulaire déclare être assuré auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable afin de garantir sa responsabilité à l'égard de la CNAM et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire s'engage à communiquer une attestation de sa police d'assurance à la CNAM lors de la signature du présent accord-cadre. A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNAM et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le Titulaire s'engage à régler toutes les primes pour que la CNAM puisse faire valoir ses droits. En tout état de cause, la franchise imposée par la compagnie d'assurance sera à la charge du Titulaire.

Article 17. REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

L'exécution du présent accord-cadre peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CNAM au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (art. 4 RGPD).

Or, le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (art.28 et s. RGPD) de :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CNAM, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CNAM ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à la CNAM, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CNAM toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CNAM de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits
- Informer la CNAM de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018);
- Notifier à la CNAM, au plus tard dans les 48h, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Art. 33 RGPD);
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CNAM (Art. 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CNAM lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CNAM rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à la CNAM et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CNAM avec leur suppression, ou destruction, ou retransmission de ces données à la CNAM) à l'issu des prestations ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de la CNAM, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) dans la mesure où le Titulaire est soumis à l'obligation d'en désigner un (Art. 37 RGPD).

Article 18. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG - FCS.

La résiliation de l'accord-cadre n'entraîne pas la résiliation des droits acquis par la CNAM au titre des prestations exécutées par le Titulaire et payées par celle-ci dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

18.1 Résiliation sans faute du Titulaire

La CNAM peut, à tout moment, mettre fin à l'accord-cadre avant l'achèvement de celui-ci par une décision de résiliation, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de trois mois à compter de la date de la notification.

18.2 Résiliation pour faute du Titulaire

Outre les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS et au sein du présent C.C.A.P., la résiliation du présent accord-cadre pourra aussi intervenir, sans préjudice de dommages et intérêts :

- Lorsque le Titulaire contrevient à l'article D.8222-5 du code du travail relatif au travail dissimulé,
- En cas de défaut de confidentialité du Titulaire,
- En cas de défaut de qualité répétitif,
- En cas de non transmission des pièces et attestations en cours d'exécution du présent accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées au Titulaire à raison de ses fautes.

18.3 Conséquences de la résiliation

Sur demande expresse de la CNAM, le Titulaire est tenu d'exécuter les prestations préalablement à la résiliation. Seules les prestations réellement exécutées font l'objet d'un règlement.

Article 19. REGULARITE FISCALE ET SOCIALE

Dans le cadre de la lutte contre le travail illégal :

En application des dispositions des articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail relatif au travail dissimulé, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM les pièces prévues aux articles D.8222-5 du même code pour le cocontractant établi en France et D.8222-7 pour celui établi ou domicilié à l'étranger. Dans ce dernier cas, les pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française.

En application des articles D.8254-1 à D.8254-4 du code du travail, relatifs à l'emploi d'étrangers non autorisés à travailler, le Titulaire de l'accord-cadre remet à la CNAM la liste nominative des salariés étrangers affectés à la prestation, comprenant pour chacun sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces sont à déposer par le Titulaire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord- cadre sur la plateforme en ligne mise à sa disposition, gratuitement, par la CNAM, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

En cas de non remise desdits documents, la CNAM peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, conformément à l'article relatif à la résiliation du présent CCP.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution à compter de la date de notification du courrier.

La date de résiliation est précisée dans le courrier adressé au Titulaire.

Article 20. LITIGES ET ATTRIBUTION DE LA JURIDICTION

Si des difficultés devaient s'élever entre la CNAM et le Titulaire quant à l'exécution de l'accord-cadre et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie à l'article L. 2197-1 du Code de la commande publique.

En cas de litige persistant, toute difficulté d'interprétation ou d'exécution du présent accord-cadre qui ne pourrait être résolue par l'application du CCAG-FCS, sera soumise à la juridiction compétente.

Article 21. DEROGATIONS AU CCAG FCS

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.1
Article 7.1	Article 29
Article 9	Articles 14.1 et 15